

Vannes, le 02/07/15

**DECLARATION LIMINAIRE A LA CAP LOCALE DU 2 JUILLET 2015
AFFECTATION POUR LE MOUVEMENT DU 1ER SEPT 2015
DES AGENTS DE CATEGORIE C**

Madame la Présidente,

La crise économique et celle des institutions ont créé une perte de repères. Le gouvernement reste sourd aux alertes des électeurs, et les choix qu'il effectue laisse les citoyens désemparés. Depuis plusieurs mois la colère s'est installée.

A la DGFIP, les orientations nées de la démarche stratégique ont des impacts néfastes sur nos missions, nos structures et nos emplois. Depuis plus de 10 ans, notre administration a été placée sous les fourches caudines d'une machine à broyer le service public et les fonctionnaires.

S'ajoutant aux suppressions massives d'emplois, les vacances de postes, passées sous silence par la direction générale, altèrent la qualité de nos missions et du service rendu aux usagers.

Aucun service ni aucune mission ne sont épargnés.

Les pouvoirs publics continuent de prôner les suppressions d'emplois et les fermetures de services. Au lieu de renforcer les services par des moyen HUMAINS, le choix est manifestement de s'orienter vers un accueil dématérialisé, de généraliser les centres de contacts téléphoniques, et de contraindre les contribuables à utiliser les démarches internet.

Pour l'utilisateur, cette politique se traduit par des délais d'attente de plus en plus longs aux guichets, et par une moindre disponibilité des agents.

Pour les agents de la DGFIP, la charge de travail ne cesse de croître, à mesure que les moyens suivent une courbe inverse tout en essayant de recevoir un public de plus en plus nombreux en de moins en moins de temps.

Le réseau que nous connaissons encore actuellement est remis en cause par la démarche stratégique.

Sa mise en oeuvre fait disparaître les unes après les autres nos trésoreries locales, qui accueillent le public et travaillent en partenariat constant avec les collectivités locales.

Le nombre de fermetures de trésoreries est exponentiel et marque la volonté délibérée du désengagement de l'Etat dans son rôle de lien social et de service public de proximité.

Les choix budgétaires de la période, ainsi que ceux annoncés, n'augurent rien de bon. La désertification du milieu rural est programmée, et avec elle le repli de l'action publique.

De même, les services en charge du contrôle subissent également le manque d'effectifs, ce qui engendre une lutte contre la fraude moins efficace.

Pour mémoire, la fraude fiscale représente en France un manque à gagner annuel de 60 à 80 milliards d'euros. Ce montant équivaut au déficit budgétaire de l'Etat.

La fraude est jugée à juste titre insupportable par les citoyens. Elle creuse les déficits publics, son coût est de facto reporté sur l'ensemble des contribuables via les hausses d'impôts, elle fausse la concurrence et déséquilibre injustement la répartition des richesses.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette casse de la DGFIP **doit cesser immédiatement.**

C'est pourquoi, avec les agents, Solidaires Finances Publiques exige :

- une véritable reconnaissance de leur rôle, des fonctions et des missions qu'ils exercent,
- l'arrêt des suppressions d'emplois,
- le recrutement d'agents afin de combler les postes vacants,
- le maintien et le renforcement de toutes les missions de la DGFIP,
- des carrières linéaires revalorisées pour tous les grades
- le dégel de la valeur du point d'indice,
- une hausse significative du volume des promotions internes,
- une revalorisation des régimes indemnitaires passant, entre autres, par l'intégration de la prime d'intéressement collectif dans l'IMT,
- une revalorisation du remboursement des frais de déplacement et de missions,
- une amélioration rapide et concrète des conditions de vie de travail,
- le respect de leurs droits et de leurs garanties au travers des règles de gestion.

Il est important de rappeler que :

- Solidaires Finances Publiques exige une véritable gestion prévisionnelle des effectifs pour tenir compte de la pyramide des âges et anticiper les futurs besoins de notre administration.
- Les suppressions d'emplois et leurs conséquences sur les Tagerfip locaux pèsent fortement sur les volumes et la fluidité des mutations, et pénalisent de fait les agents de la DGFIP.

Pour le Morbihan , les emplois de catégorie C n'ont pas été épargnés par cette austérité qui va encore fragiliser le fonctionnement des services et dégrader la qualité de vie au travail.

SOLIDAIRES dénonce la suppression de 19 postes de cadres C dans le département.

En effet, les services ne peuvent plus fonctionner dans de bonnes conditions et les agents en subissent les conséquences et souffrent de mal être et de stress au travail.

Pour cette CAP, Solidaires s'inquiète du nombre croissant des ALD et revendique aussi une affectation nationale la plus fine possible sur des postes fixes à savoir sur une direction et une commune et non sur une RAN.

Enfin, Solidaires Finances Publiques tient à rappeler son opposition aux détachements qui favorisent la flexibilité des effectifs et permettent de gérer la pénurie.